



François Ecalle
Ancien conseiller à la Cour des comptes (1)
(Source: F. Ecalle)

Il n'y a pas de réforme miracle

Je crains que si on écoute les Français, le big bang que certains imaginent se résume à un slogan : faire payer les riches et les grandes entreprises. Le problème, c'est que les grandes entreprises sont déjà beaucoup taxées, par les cotisations patronales ou les impôts de production, et qu'elles peuvent assez facilement déplacer leurs activités si la pression s'accroît excessivement. Quant aux riches, ils payent aussi beaucoup. Bien sûr, on peut rétablir l'ISF, même si cet impôt a de nombreux inconvénients, mais cela ne fait pas un big bang.

Une vraie réforme nécessite un changement profond du système fiscal. Mais cela fait trente ans que l'on cherche une assiette sur laquelle il serait possible de prélever sans que cela n'ait aucun effet négatif. C'est impossible. Il n'y a pas de réforme fiscale miracle car il n'existe pas d'impôt qui soit à la fois juste socialement, efficace économiquement et incontesté dans l'opinion. Ainsi, de nombreux économistes jugent que les taxes sur le carburant et les droits de succession sont des bons outils. Je ne suis pas sûr que ce sentiment soit unanimement partagé...

Cela n'empêche pas de réfléchir à des transformations visant à améliorer notre système. Les cotisations sociales devraient financer seulement les prestations assurantielles, chômage et retraite. Le reste passant alors par l'impôt : un impôt à fort rendement, par exemple la TVA, un impôt sur le revenu permettant de faire de la redistribution, un impôt sur les sociétés et des taxes sur les nuisances (tabac, alcool) ainsi qu'un impôt visant à redistribuer les patrimoines, comme les droits de succession.

Toute la question est de savoir comment passer du système actuel à celui que l'on veut atteindre.

Une réforme brutale produirait des transferts massifs sur l'économie et sur les contribuables, apportant moins de gains que d'enquièvements. Bouger tous les impôts en même temps, c'est l'assurance d'ajouter les mécontentements.

Cela fait trente ans que l'on cherche une assiette sur laquelle il serait possible de prélever sans que cela ait aucun effet négatif. C'est impossible.

Personne n'acceptera facilement de voir ses impôts augmenter brutalement. Il faudra donc mettre en place des dispositifs pour amortir les chocs, lisser les effets de seuil. Cela conduira à multiplier les mécanismes en sifflet, les périodes de transition, les aménagements. Cette nouvelle complexité dénaturera totalement la réforme, la rendant incompréhensible en plus d'être impopulaire.

La seule façon d'aboutir est de fixer un cap ambitieux et de mener des réformes progressives permettant de s'en rapprocher. Le même raisonnement vaut pour les multiples niches fiscales. Si on veut les éliminer, cela ne peut se faire du jour au lendemain, car certaines sont utiles et indispensables à certains secteurs économiques. Le seul moyen d'avancer c'est de fixer un objectif sur le long terme puis de chercher à l'atteindre progressivement.

Recueilli par Mathieu Castagnet

(1) Créateur du site spécialisé sur les finances publiques fipeco.fr



Christian Economis
national a
(Source: C. Sa)

De vaste sont pos

La question fiscale sera un sujet central du grand débat voulu par le chef de l'État. Si certains rêvent d'un big bang de la fiscalité, comme le président des Républicains, Laurent Wauquiez, trouver un accord sur un nouveau système de prélèvements s'annonce toutefois très compliqué. Et la mise en œuvre d'un tel changement risque fort de susciter de vives oppositions.

Le grand défaut français de penser notre fiscalité comme si nous étions économie fermée. C'est abominable car nous sommes dans un monde ouvert, une économie mondiale ouverte et par là-même une économie mondiale ouverte. Nous sommes dans l'Union européenne. Nous sommes entourés de pays qui ont réussi à fiscaliser bien moins la croissance que nous. Nous sommes entourés de pays qui ont réussi à fiscaliser bien moins la croissance que nous.

Des changements d'ampleur sont donc nécessaires et les réformes récentes ont déjà ouvert le chemin, comme la baisse du taux d'impôt sur les sociétés ou la mise en place d'un impôt forfaitaire sur les revenus du capital. Il faut aller plus loin, il faut entreprendre une grande réforme qui nous ramène au moins à la moyenne européenne. La seule façon d'éviter que le pays ne s'appauvrisse.

Il faut aussi prendre conscience qu'un changement de ce type ne fera jamais consensus. Une telle réforme nécessite d'engager un grand poids politique.

De plus, cela ne va pas à minorer nos recettes, bien au contraire. L'exemple le plus parlant, c'est l'impôt sur les sociétés. En Irlande, où son taux est de 12,5 %, il rapporte par habitant plus que chez nous. Le rapport est double.

La priorité d'une grande réforme doit donc être de remettre à plat les prélèvements fiscaux. Je propose par ex